

2019

RAPPORT SEMESTRIEL HALF YEAR REPORT



Compagnie Financière Tradition

SOMMAIRE



CONTENTS

01 | 08

RAPPORT D'ACTIVITÉ

09 | 14

OPERATING REVIEW

15 | 37

**COMPTES CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES AU 30 JUIN 2019**

15 | 37

**INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL
STATEMENTS AT 30 JUNE 2019**

16 | COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

**17 | ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE**

18-19 | BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

**20 | TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE**

**21 | TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE**

**22-37 | ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES**

16 | INTERIM CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

**17 | INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT
OF COMPREHENSIVE INCOME**

18-19 | INTERIM CONSOLIDATED BALANCE SHEET

**20 | INTERIM CONSOLIDATED
CASH FLOW STATEMENT**

**21 | INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT
OF CHANGES IN EQUITY**

**22-37 | NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED
FINANCIAL STATEMENTS**

Présent dans 29 pays, Compagnie Financière Tradition SA figure parmi les leaders mondiaux du secteur des IDB (Inter Dealer Broker). Le Groupe fournit des services d'intermédiation sur une vaste gamme de produits financiers (marchés monétaires, marchés obligataires, produits dérivés de taux, de change et de crédit, actions, dérivés actions, marchés à terme de taux et sur indices) et non financiers (énergie, environnement, métaux précieux). L'action Compagnie Financière Tradition SA est cotée à la bourse suisse (CFT). Compagnie Financière Tradition SA is one of the world's largest interdealer brokers (IDB) with a presence in 29 countries. The Group provides broking services for a complete range of financial products (money market products, bonds, interest rate, currency and credit derivatives, equities, equity derivatives, interest rate futures and index futures) and non-financial products (precious metals, and energy and environmental products). Compagnie Financière Tradition SA is listed on the SIX Swiss Exchange (CFT).

The English translation of the French text has been prepared for information purposes only. While we have made every effort to ensure a reliable translation, we make no representation that it is accurate or complete in any way. It is therefore not the intention of Compagnie Financière Tradition SA that it be relied upon in any material respect. The original French text is the only valid one.

RAPPORT D'ACTIVITÉ



OPERATING REVIEW

RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'activité du Groupe au premier semestre 2019, en croissance sur l'année dernière, s'est déroulée dans un environnement de marché relativement changeant et ce, d'une période à l'autre ainsi que d'une région à l'autre. En outre, l'activité d'intermédiation professionnelle a bénéficiée des efforts de recrutement de courtiers spécialisés afin de renforcer la présence du Groupe dans certaines régions et classes d'actifs.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé ajusté du Groupe atteint CHF 520,5 millions au premier semestre 2019 contre CHF 502,7 millions au premier semestre 2018, soit une hausse de 3,5 % à taux de change courants et 3,4 % à cours de change constants. Le chiffre d'affaires ajusté de l'activité d'intermédiation professionnelle ressort en hausse de 3,1 % à cours de change constants pour atteindre CHF 501,0 millions alors que l'activité dédiée à une clientèle de particuliers au Japon, Gaitame.com, présente une augmentation de 11,3 % à CHF 19,5 millions.

Le résultat d'exploitation ajusté hors éléments exceptionnels s'établit à CHF 57,4 millions contre CHF 57,0 millions au premier semestre 2018, soit une hausse de 0,4 % à cours de change constants pour une marge d'exploitation de respectivement 11,0 % et 11,3 %. Les charges exceptionnelles représentent CHF 6,9 millions contre CHF 7,3 millions lors de la période précédente.

Le Groupe est présent sur toutes les grandes places financières et effectue des opérations dans plusieurs devises ; de ce fait, ses résultats sont affectés par les fluctuations des cours de change utilisés pour convertir les chiffres locaux en francs suisses. Dans les tableaux ci-dessous, les variations de l'activité par rapport au premier semestre 2018 sont présentées à cours de change constants afin de permettre une analyse plus fine des performances sous-jacentes, mais aussi à cours de change courants retenus pour l'établissement du compte de résultat.

Le Groupe consolide les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres partenaires selon la méthode de l'intégration proportionnelle dans ses rapports de gestion (« ajusté »), car elle permet une évaluation plus précise de ses performances économiques et de ses indicateurs clés. Cette méthode de présentation est utilisée dans la publication des informations par secteur figurant dans les notes aux comptes intermédiaires et annuels. Le Groupe présente ci-après son chiffre d'affaires et son résultat d'exploitation sur une base ajustée, accompagnés d'un rapprochement avec les montants publiés.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Analyse du chiffre d'affaires par activité et famille de produits :

en millions de CHF	30 juin 2019	30 juin 2018	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
Change et taux d'intérêt	221,7	222,3	-0,3 %	-0,6 %
Titres et dérivés sur titres	173,1	160,6	+7,8 %	+8,3 %
Matières premières et autres	106,2	102,6	+3,5 %	+3,1 %
Intermédiation professionnelle	501,0	485,5	+3,2 %	+3,1 %
Autres activités	19,5	17,2	+13,8 %	+11,3 %
Total du chiffre d'affaires ajusté	520,5	502,7	+3,5 %	+3,4 %
Mise en équivalence des coentreprises	-46,2	-42,9		
Total du chiffre d'affaires publié	474,3	459,8	+3,2 %	+3,1 %

Ventilation géographique du chiffre d'affaires consolidé :

en millions de CHF	30 juin 2019	30 juin 2018	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
Royaume-Uni	166,4	171,1	-2,8 %	-0,6 %
Europe continentale	56,0	53,7	+4,3 %	+7,6 %
Europe, Moyen-Orient et Afrique	222,4	224,8	-1,1 %	+1,3 %
Amériques	154,0	145,5	+5,8 %	+3,5 %
Asie-Pacifique	144,1	132,4	+8,9 %	+6,9 %
Total du chiffre d'affaires ajusté	520,5	502,7	+3,5 %	+3,4 %
Mise en équivalence des coentreprises	-46,2	-42,9		
Total du chiffre d'affaires publié	474,3	459,8	+3,2 %	+3,1 %

EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE

Nos activités dirigées depuis notre bureau de Londres, principal centre d'activité du Groupe, réalisent 32,0 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté au premier semestre 2019 contre 34,0 % en 2018. Dans l'ensemble, le chiffre d'affaires est en baisse de 0,6 % à cours de change constants par rapport au chiffre d'affaires de la période précédente. En Europe continentale, le chiffre d'affaires est en hausse de 7,6 % à cours de change constants. La région représente 10,8 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté, contre 10,7 % la période précédente.

Le chiffre d'affaires de cette région comprend celui des plateformes de courtage électronique du Groupe, Trad-X pour les dérivés de taux d'intérêt en euros et en sterling, et ParFX pour le change au comptant.

AMÉRIQUES

Le chiffre d'affaires ajusté s'inscrit en hausse de 3,5 % à taux de change constants par rapport à la période précédente. Dans l'ensemble, les activités conduites aux États-Unis génèrent 29,6 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté contre 29,0 % en 2018. Le chiffre d'affaires de Trad-X pour les dérivés de taux d'intérêt en dollars est inclus dans les chiffres de cette région.

ASIE-PACIFIQUE

Le chiffre d'affaires ajusté augmente de 6,9 % à cours de change constants par rapport au premier semestre 2018. La région représente 27,7 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté contre 26,3 % pour la période précédente.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent (qui exclut les charges exceptionnelles nettes) s'établit à CHF 57,4 millions contre CHF 57,0 millions au premier semestre 2018, soit une hausse de 0,4 % à cours de change constants. La marge d'exploitation ajustée sous-jacente atteint 11,0 % du chiffre d'affaires consolidé contre 11,3 % pour la période précédente.

Le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent de l'activité d'intermédiation professionnelle est en baisse de 3,3 % à cours de change constants à CHF 48,9 millions pour une marge de 9,8 % contre 10,4 % en 2018.

En outre, le résultat d'exploitation de Gaitame.com atteint CHF 8,5 millions contre CHF 6,4 millions au premier semestre 2018 pour une marge de 43,4 % contre 37,2 % en 2018.

Les charges exceptionnelles nettes, essentiellement constituées de frais juridiques ainsi que de frais de restructuration, représentent CHF 6,9 millions contre CHF 7,3 millions pour la période précédente.

Le résultat d'exploitation publié s'établit à CHF 39,5 millions contre CHF 41,5 millions en 2018, soit une baisse de 5,1 % à cours de change constants pour une marge d'exploitation de 8,3 % contre 9,0 % pour l'exercice précédent.

Le rapprochement entre le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent et le résultat d'exploitation publié s'effectue comme suit :

en millions de CHF	30 juin 2019	30 juin 2018	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
Résultat d'exploitation ajusté sous-jacent	57,4	57,0	+0,7 %	+0,4 %
Marge d'exploitation ajustée sous-jacente en %	11,0 %	11,3 %		
Charges exceptionnelles nettes	-6,9	-7,3		
Résultat d'exploitation ajusté	50,5	49,7	+1,7 %	+1,2 %
Marge d'exploitation ajustée en %	9,7 %	9,9 %		
Mise en équivalence des coentreprises	-11,0	-8,2		
Résultat d'exploitation publié	39,5	41,5	-4,9 %	-5,1 %
Marge d'exploitation publiée en %	8,3 %	9,0 %		

RÉSULTAT NET

Au premier semestre 2019, le Groupe enregistre une charge financière nette de CHF 4,4 millions contre CHF 2,3 millions au premier semestre 2018. Les résultats de change nets dus aux fluctuations de cours des devises ont un impact négatif sur le résultat financier du Groupe et représentent une perte de CHF 0,2 million pour la période contre un gain de CHF 0,5 million en 2018. Les charges d'intérêt sur les emprunts bancaires et obligataires, nettes des produits d'intérêt liés aux placements de trésorerie, s'élèvent à CHF 2,7 millions contre CHF 2,6 millions pour la période précédente. Toutefois, suite à l'adoption de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1^{er} janvier 2019, une charge d'intérêt complémentaire de CHF 1,5 millions a été constatée sur les dettes de location-financement au premier semestre 2019.

La quote-part dans le résultat des sociétés associées et des coentreprises s'élève à CHF 10,8 millions contre CHF 6,5 millions au premier semestre 2018, en hausse de 66,7 % à cours de change constants, grâce notamment à la bonne performance de l'activité du Groupe en Chine Continentale ainsi que de Gaitame.com.

La charge fiscale du Groupe atteint un montant CHF 9,1 millions contre CHF 11,8 millions au premier semestre 2018 pour un taux d'imposition effectif 26 % contre 30 % pour la période précédente.

Ainsi, le résultat net consolidé ressort à CHF 36,8 millions contre CHF 33,9 millions au premier semestre 2018. Le résultat net part du Groupe s'établit à CHF 34,2 millions contre CHF 31,8 millions en 2018, en hausse de 7,9 % à cours de change constants.

BILAN

Le Groupe a maintenu son attention historique sur la solidité de son bilan axée sur des fonds propres importants tout en minimisant le niveau d'actifs intangibles ainsi qu'une forte position de trésorerie nette. En effet, avant déduction des actions propres pour un montant de CHF 20,9 millions, les capitaux propres consolidés sont de CHF 415,8 millions pour une trésorerie ajustée incluant la quote-part du Groupe dans la trésorerie nette des coentreprises d'un montant de CHF 183,9 millions au 30 juin 2019.

Les capitaux propres consolidés s'élèvent au 30 juin 2019 à CHF 395,0 millions (31 décembre 2018 : CHF 401,3 millions) dont CHF 375,5 millions sont attribuables aux actionnaires de la société mère (31 décembre 2018 : CHF 383,3 millions). Le montant total de la trésorerie ajustée, incluant les actifs financiers à la juste valeur, net de la dette financière, ressort à CHF 91,6 millions au 30 juin 2019 contre CHF 96,7 millions au 31 décembre 2018.

Par ailleurs, profitant de conditions de marché favorables, le Groupe a refinancé par anticipation d'une prochaine échéance, par l'émission en juillet d'un nouvel emprunt obligataire d'une valeur de CHF 130 millions avec un coupon à 1,75 % pour une durée de six ans.

ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

ÉTATS-UNIS

L'année 2019 s'est ouverte sous le nuage politique qui avait clos 2018. Le « shutdown » de l'administration américaine a compliqué les communications et les décisions des organismes de réglementation car tous ont dû composer avec un effectif réduit, qui a freiné l'avancement de la réglementation. La situation s'est dénouée et les fonctionnaires américains ont repris le travail fin janvier.

La modification des règles de négociation des swaps s'est poursuivie, la période de consultation ayant été finalement prolongée jusqu'au 15 mars. La CFTC a reçu près de 80 réponses aux propositions de modification des règles gouvernant les SEF et les obligations applicables à l'exécution des transactions et de la pratique du « post-trade name give-up », consistant à révéler l'identité de chaque contrepartie à l'autre après l'appariement anonyme d'une transaction sur les SEF. Sans surprise, les commentaires ont été très divers. Concernant les obligations applicables à l'exécution des transactions, de manière générale, la plupart des commentateurs sont favorables à des modifications « pratiques », axées sur les domaines où la pratique des lettres de non-intervention (« No-Action Letters ») a permis le bon fonctionnement de certains segments de marché. On observe toutefois une plus grande résistance aux changements portant sur des questions plus complexes comme les communications pré-transactions, les règles de détermination des produits obligatoirement négociés, les critères d'accès aux plateformes de négociation, le rôle des courtiers introducteurs et les méthodes d'exécution des transactions. Les commentaires concernant la suppression du « post-trade name give-up » pour les swaps dont la compensation est obligatoire sont eux aussi diversifiés. Un grand nombre d'entre eux semblent favorables à la suppression de cette pratique, mais quelques-uns sont également favorables à son maintien. Pour l'instant, la CFTC n'a communiqué aucune décision sur ces questions.

Dans l'ensemble, l'intention des règles proposées reste la même :

- a) accroître le nombre de plateformes d'exécution de swaps tenues de s'enregistrer en tant que SEF auprès de la CFTC,
- b) renforcer l'efficacité du cadre national de négociation des swaps,
- c) accroître le nombre de swaps négociés sur des plateformes réglementées (SEF),
- d) renforcer l'efficacité des SEF en autorisant un large éventail de protocoles de négociation par « tout moyen de commerce interétatique »,
- e) modifier les critères d'accès aux SEF et
- f) rendre plus transparente la procédure de découverte des prix pour tous les intervenants du marché.

En dehors des aspects nationaux relatifs à la négociation des produits dérivés, la communauté des régulateurs américains est

restée attentive à la question critique du Brexit et a uniformément maintenu son approche consistant à émettre des orientations et à communiquer sur sa stratégie visant à garantir que les accords trouvés entre l'UE et les États-Unis pour les plateformes de négociation, les contreparties centrales et d'autres domaines fondamentaux pour l'efficacité de la communauté internationale des traders soient autant que possible honorés pour le Royaume-Uni lorsqu'il mettra en œuvre le Brexit. Tradition suit de très près les développements dans ce domaine afin de garantir que quel que soit le système juridique, ses plateformes de négociation soient couvertes par des mesures de ce type des régulateurs locaux.

À l'international, la CFTC a continué à promouvoir son modèle basé sur la reconnaissance des plateformes de négociation, l'intention étant que les modèles de reconnaissance actuellement en place à Singapour, en Europe et au Royaume-Uni soient étendus au Japon, à Hong Kong, à l'Australie, au Canada et à la Suisse. En principe, ce modèle devrait réduire la complexité de la négociation des swaps lorsque les plateformes de négociation (telles celles qu'exploite Tradition dans son activité de courtage mondial) interagissent avec des personnes américaines hors des États-Unis.

EUROPE

Brexit

L'accord de retrait du Brexit (constitué d'un projet d'accord et d'une déclaration politique) a été approuvé par les chefs d'État et de gouvernement de l'UE le 25 novembre 2018, tandis que la Chambre des communes l'a rejeté à trois reprises, le 15 janvier, le 12 mars et le 29 mars 2019.

En conséquence, la sortie du Royaume-Uni a été reportée deux fois, le 29 mars et le 12 avril, et une nouvelle date butoir a été fixée au 31 octobre 2019. Les dirigeants de l'UE insistent sur le fait qu'à ce stade, le Royaume-Uni devra ratifier le traité de sortie existant, opter pour une sortie sans accord ou renoncer à quitter l'UE. Jusqu'ici, l'UE a catégoriquement exclu toute nouvelle modification de l'accord de retrait ou un nouveau report de la sortie. Le 24 mai, Theresa May a annoncé sa démission de ses fonctions de Première ministre, déclenchant une course à sa succession au poste de Premier ministre et à la direction du Parti conservateur.

Une préoccupation cruciale pour la majorité du parlement britannique demeure le « backstop irlandais », en vertu duquel le Royaume-Uni restera dans l'UE jusqu'à ce que des mesures aient été prises pour éviter une frontière physique en Irlande. Il est entendu que le Royaume-Uni ne pourra pas se retirer unilatéralement de ce dispositif, ce qui explique que les députés favorables au Brexit craignent que le Royaume-Uni reste indéfiniment lié à l'UE.

D'autre part, les « modifications juridiquement contraignantes » sous forme d'un « instrument conjoint » contraignant et d'une « déclaration commune », qui ont été convenues entre la Première ministre et les dirigeants de l'UE avant le vote de la Chambre des communes du 12 mars 2019 ne sont pas parvenues à dissiper les préoccupations des députés.

La probabilité d'une sortie sans accord se fait donc plus forte, même si la possibilité d'un nouveau report n'est pas totalement à exclure.

Face à cette situation, les préparatifs pour un « Brexit dur » parmi les entreprises et au niveau politique ont avancé et on considère que le secteur des services financiers est globalement bien préparé. Le plan d'action d'urgence établi par la Commission en décembre 2018 pour le cas d'une sortie sans accord prévoit, par exemple, une décision d'équivalence temporaire et conditionnelle pour les contreparties centrales au Royaume-Uni ou une exclusion de l'obligation de négociation pour les actions ayant un ISIN britannique. Le Trésor britannique et la FCA ont adopté des mesures similaires. Entre-temps, la plupart des entreprises ont achevé ou bien avancé leurs plans d'urgence en cas de Brexit, lesquels ont consisté le plus souvent à établir une nouvelle entité agréée dans l'UE27 ou à y développer une entité déjà présente. Les régulateurs de l'UE27 avaient alloué d'importantes ressources à leurs procédures d'agrément afin que les demandes des entreprises soient approuvées au plus tard le 29 mars. Pour de nombreuses entreprises, le report au 31 octobre 2019 est donc une opportunité d'affiner davantage leurs modèles opérationnels post-Brexit.

Directive MIF II/Règlement MIF II (directive/règlement concernant les marchés d'instruments financiers)

Les régulateurs européens ont entrepris leur travail de surveillance (par exemple, examens thématiques, questionnaires ou inspections sur place) dans plusieurs domaines :

- **Déclaration des transactions** : La qualité des données déclarées demeure préoccupante pour les régulateurs européens, qui ont commencé à s'intéresser aux systèmes et aux contrôles des entreprises autour de l'exactitude et de l'intégrité des données ainsi que de l'exhaustivité des déclarations. La FCA a d'ailleurs infligé des amendes records à UBS et à Goldman Sachs en mars 2019 pour carences des déclarations de transactions (même s'il s'agissait de déclarations en vertu de la directive MIF I), déclarant que ces entreprises n'avaient « pas pris de mesures raisonnables pour organiser et contrôler leurs affaires de manière responsable et efficace en ce qui concerne la déclaration des transactions ».

- **Séparation de la recherche** : Les règles restent controversées dans le secteur des services financiers et parmi les régulateurs. Deux des objectifs essentiels de la directive MIF II étaient de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés de capitaux et d'améliorer la concurrence. Mais dix-huit mois plus tard, le secteur s'inquiète d'un recul de la couverture de la recherche sur les petites et moyennes entreprises et de l'éviction des prestataires de recherche de taille modeste en raison de la chute des prix sur le marché de la recherche. Tandis que le malaise grandit parmi les régulateurs d'Europe continentale, la FCA a déclaré que les perturbations de marché sont le prix à payer pour une plus grande transparence et une baisse des coûts à la charge des investisseurs.

- **Déclaration des coûts et frais** : Au début de l'année, les entreprises visées par la directive MIF ont dû pour la première fois envoyer des déclarations annuelles complètes sur les coûts et frais à leurs clients ; celles-ci ont déclenché quelques réactions négatives dues à des informations incompréhensibles ou trompeuses. Le calcul des coûts de transaction par la méthode dite du « prix d'arrivée », qui est imposée par la directive MIF II et peut donner des résultats trompeurs dans certaines circonstances, pose encore des difficultés. En outre, à la fin du mois de mars, la FCA a publié les résultats de son examen des déclarations des coûts et frais de cinquante sociétés du secteur de l'investissement de détail. Elle concluait que bien que le secteur connaisse bien les règles, l'interprétation qu'il en fait n'est pas uniforme. En outre, une importante difficulté concerne l'accès aux données provenant de tiers qui doivent figurer dans les déclarations aux clients et leur fiabilité.

Enfin, l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) a publié son rapport final sur les systèmes de négociation à enchères périodiques que l'on soupçonne depuis la directive MIF II d'être utilisés pour contourner le mécanisme de double plafond des volumes pour la négociation des actions. L'AEMF a relevé des problèmes de manque de transparence pré-négociation et de détermination des prix et elle a annoncé de nouvelles orientations afin de préciser les attentes du régulateur dans ces deux domaines.

Examen des entreprises d'investissement

Le 16 avril 2019, le Parlement européen a voté en séance plénière l'adoption d'un train de mesures composé d'un règlement (IFR) et d'une directive (IFD) instaurant de nouvelles exigences prudentielles et de nouveaux dispositifs de surveillance visant les entreprises d'investissement. L'objectif est d'adapter les exigences aux profils de risques et aux modèles économiques des entreprises tout en préservant la stabilité financière. Les principales modifications aux règles actuellement en vigueur sont les suivantes :

- **Régime applicable aux paystiers :** La Commission européenne sera dotée de pouvoirs supplémentaires pour évaluer les exigences de fonds propres applicables aux entreprises fournissant des services « de type bancaire » afin qu'elles soient équivalentes à celles qui s'appliquent dans l'UE. D'autre part, si les activités exercées par des entreprises de paystiers risquent de revêtir une importance systémique, la Commission pourra appliquer des conditions opérationnelles particulières à une décision d'équivalence afin que l'AEMF et les régulateurs nationaux (ACN) disposent des outils nécessaires pour prévenir les arbitrages réglementaires et suivre les activités des entreprises de paystiers. De plus, l'AEMF pourra interdire à certaines entreprises de paystiers de travailler dans l'UE si elle estime que celles-ci constituent une menace.

- **Exigences de fonds propres :** Actuellement, les exigences minimales de fonds propres applicables aux entreprises d'investissement découlent de celles de la directive CRD IV (qui sont adaptées aux banques). À l'avenir, un nouveau régime instauré pour les entreprises d'investissement distinguera trois catégories d'entreprises d'investissement et modulera les exigences de fonds propres des différentes entreprises en fonction de leur catégorie.

- **Dérogations aux règles en matière de primes :** Le règlement IFR distingue les primes versées par les entreprises en numéraire et en stock-options et impose que leur versement soit échelonné sur plusieurs années. Les petites entreprises d'investissement pourraient obtenir une dérogation aux règles en matière de rémunération différée, étant donné la charge administrative qu'elles représentent.

- **Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) :** Trois ans après l'entrée en vigueur des règles, la plupart des entreprises d'investissement devront commencer à déclarer leurs risques ESG. L'ABE est chargée de proposer le niveau de précision que devraient revêtir ces déclarations concernant les relations entre les risques ESG et la gouvernance interne et la politique de rémunération de l'entreprise d'investissement.

Le nouveau cadre instauré par la directive IFD et le règlement IFR devrait entrer en vigueur au T4 2020 ou au T1 2021 en fonction de la date de publication des textes au Journal officiel de l'Union européenne.

ASIE-PACIFIQUE

Japon

Peu de changements sont à noter en 2019 pour la régulation des marchés OTC japonais concernant les produits de taux

après l'élargissement du champ d'application pour les entités négociant des produits dérivés, l'expiration de l'agrément temporaire des CCP et l'application de l'exigence de marge pour les dérivés non compensés par une CCP, le régime de la marge de variation pour les dérivés non compensés étant appliqué à tous les établissements financiers.

La JFSA a toutefois publié un rapport de conformité en juin 2019 qui soulignait l'importance de l'attitude de la direction des entreprises à l'égard du risque de conformité et de la façon dont les cadres intermédiaires relaient les messages de la direction aux autres employés et à l'audit interne indépendant. La JFSA poursuivra ensuite ses investigations sur les établissements financiers (avec un périmètre d'investigation étendu) afin d'établir les faits relatifs à la gestion du risque de conformité et elle sélectionnera les entreprises à surveiller précisément ; elle fera ensuite un retour à ces entreprises sur les constats et les problèmes décelés au cours de l'enquête.

Hong Kong

La Securities & Futures Commission (SFC) et la Hong Kong Monetary Authority (HKMA) ont publié leurs conclusions sur leur consultation commune portant sur la mise à jour annuelle de la liste des prestataires de services financiers soumis à l'obligation de compensation des transactions sur dérivés OTC, ainsi que sur l'utilisation obligatoire du LEI à compter d'avril 2020, la révision de la liste des pays désignés pour l'exonération autorisant à masquer les informations relatives aux contreparties et la mise à jour de la liste des prestataires de services financiers soumis à l'obligation de compensation à effet de janvier 2020.

La SFC a publié des mises à jour spécifiques sur les modifications apportées au paragraphe 5.1 du code de conduite afin de faciliter de nouvelles approches de l'ouverture des comptes. Ces modifications visaient à répondre au besoin qu'ont les intermédiaires d'adapter leurs pratiques au développement des activités en ligne. Le paragraphe 5.1 du code de conduite impose aux intermédiaires de prendre toutes les mesures raisonnables pour établir l'identité réelle de chacun de leurs clients et donne des indications particulières sur les approches acceptables pour l'ouverture de comptes. La SFC a également publié les règles de conduite et les contrôles internes qu'elle attend des sociétés agréées fournissant des services de facilitation aux clients afin d'éviter les conflits d'intérêts.

Singapour

En mars 2019, la gazette de la Monetary Authority of Singapore (MAS) a publié l'agrément de Tradition Singapore Pte Ltd en tant qu'opérateur de marché reconnu (RMO) ; celui-ci a été suivi peu après d'une ordonnance d'exemption de la CFTC (concernant l'enregistrement en tant que SEF) et de l'annonce

de l'équivalence par la Commission européenne. Les autres IDB soumis au régime réglementaire applicable aux marchés organisés et aux intermédiaires sur les marchés de capitaux ont jusqu'en octobre 2019 pour faire acte de candidature au statut de RMO. La consultation ouverte en mai 2018 concernant un projet d'annonce dans le cadre du régime de notification de nouveaux produits dérivés (« Product Notification Regime ») est en cours et fera partie de la réglementation relative aux déclarations pour les IDB RMO.

En juin 2019, la MAS a publié une consultation sur la responsabilité et le comportement individuel afin de promouvoir la responsabilité individuelle des hauts dirigeants, d'accroître la surveillance du personnel chargé des risques importants et de renforcer les règles de conduite appropriée dans l'ensemble du personnel, Singapour se mettant ainsi au diapason des règles et meilleurs pratiques internationales.

Autres évolutions en Asie

Les entités de Tradition en Asie ont pris les mesures appropriées à la taille et à la complexité de ses activités ainsi qu'à la nature de son engagement sur le marché des changes pour aligner ses activités sur les principes du code mondial pour les opérations de change (Global FX Code), en particulier en Thaïlande où le premier renouvellement de tous les agréments de courtiers des changes s'est achevé au premier semestre 2019.

En Indonésie, la Bank Indonesia a émis un nouveau règlement pour les sociétés de courtage, qui doivent désormais avoir un permis d'activité couvrant le type d'installations utilisées pour l'exécution des transactions et le type d'instruments. Il n'y a pas eu d'autres développements notables sur les autres marchés d'Asie au premier semestre 2019.

PERSPECTIVES

Le second semestre a débuté de manière favorable avec un niveau d'activité soutenu lors des mois de juillet et août en comparaison avec la même période l'année dernière. Au cours des mois à venir, le Groupe poursuivra sa stratégie de développement par la recherche de nouveaux talents permettant ainsi de compléter son portefeuille de produits dans les différentes régions géographiques. Par ailleurs, le Groupe demeurera attentif aux opportunités de croissance externe dans une industrie en phase avancée de consolidation autour des trois acteurs globaux dont Compagnie Financière Tradition.

OPERATING REVIEW

The Group's activity grew in the first half of 2019 compared with last year, in a changing market environment from one month to another and from one region to another. The interdealer broking business (IDB) also benefited from the recruitment efforts in specialised brokers to reinforce the Group's presence in a number of regions and asset classes. Against this backdrop, adjusted consolidated revenue for the first six months reached CHF 520.5m compared with CHF 502.7m in the first half of 2018, a rise of 3.5% at current exchange rates, or 3.4% in constant currencies. Adjusted revenue from IDB business rose 3.1% in constant currencies to CHF 501.0m while the forex trading business for retail investors in Japan, Gaitame.com, was up 11.3% to CHF 19.5m.

Adjusted operating profit before exceptional items was CHF 57.4m against CHF 57.0m in the first half of 2018, a rise of 0.4% in constant currencies for an operating margin of 11.0% and 11.3% respectively. Exceptional costs represented CHF 6.9m against CHF 7.3m during the previous period.

The Group is active in all the major financial markets and operates in a number of currencies. Its results are therefore affected by movements in the exchange rates used to translate local figures into Swiss francs. In the tables below, changes in activities compared with the same period in 2018 are presented at constant exchange rates in order to provide a clearer analysis of underlying performance, as well as at current exchange rates used to prepare the income statement.

Companies jointly controlled with other partners are proportionally consolidated in the Group's ("adjusted") management reports since this allows a more accurate evaluation of its economic performance and key indicators. This presentation method is used in reporting segment information in the notes to the interim and annual financial statements. The Group's revenue and operating profit are presented below on an adjusted basis, with a reconciliation to reported figures.

REVENUE

Analysis of revenue by business and product group:

CHFm	30 June 2019	30 June 2018	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
Currencies and interest rates	221.7	222.3	-0.3%	-0.6%
Securities and security derivatives	173.1	160.6	+7.8%	+8.3%
Commodities and other	106.2	102.6	+3.5%	+3.1%
IDB business	501.0	485.5	+3.2%	+3.1%
Non-IDB business	19.5	17.2	+13.8%	+11.3%
Total adjusted revenue	520.5	502.7	+3.5%	+3.4%
Equity accounted joint ventures	-46.2	-42.9		
Total reported revenue	474.3	459.8	+3.2%	+3.1%

OPERATING REVIEW

Analysis of consolidated revenue by region:

CHFm	30 June 2019	30 June 2018	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
United Kingdom	166.4	171.1	-2.8%	-0.6%
Continental Europe	56.0	53.7	+4.3%	+7.6%
Europe, Middle East and Africa	222.4	224.8	-1.1%	+1.3%
Americas	154.0	145.5	+5.8%	+3.5%
Asia-Pacific	144.1	132.4	+8.9%	+6.9%
Total adjusted revenue	520.5	502.7	+3.5%	+3.4%
Equity accounted joint ventures	-46.2	-42.9		
Total reported revenue	474.3	459.8	+3.2%	+3.1%

EUROPE, MIDDLE EAST AND AFRICA

Our activities managed from our London office, the Group's largest operation, accounted for 32.0% of adjusted consolidated revenue in the first half of 2019, against 34.0% reported in 2018. Overall, revenue booked was 0.6% down on the figure for the previous period in constant currencies. In Continental Europe, revenue was up 7.6% in constant currencies. The region represented 10.8% of adjusted consolidated revenue, against 10.7% in the previous period.

Revenue generated in this region includes that of the Group's electronic trading platforms, Trad X for interest rate swaps in euros and sterling, and ParFX for spot forex.

AMERICAS

Adjusted revenue was up 3.5% at constant exchange rates compared with the previous period. Overall, activities in the U.S. generated 29.6% of adjusted consolidated revenue, against 29.0% in 2018. The figures for this region include revenue from Trad-X for interest rate swaps in dollars.

ASIA-PACIFIC

Adjusted revenue in this region rose 6.9% in constant currencies compared with the first half of 2018. The region accounted for 27.7% of adjusted consolidated revenue against 26.3% in the previous period.

OPERATING PROFIT

The adjusted underlying operating profit (excluding net exceptional costs) was CHF 57.4m compared with CHF 57.0m in the first half of 2018, up 0.4% in constant currencies. The adjusted underlying operating margin was 11.0% of consolidated revenue against 11.3% in the previous period.

The IDB adjusted underlying operating profit was down 3.3% in constant currencies to CHF 48.9m for a margin of 9.8% compared with 10.4% in 2018.

At Gaitame.com, in Japan, operating profit rose to CHF 8.5m compared with CHF 6.4m in the first half of 2018 for a margin of 43.4% against 37.2% in 2018.

Net exceptional costs, mainly comprising legal and reorganisation costs, represented CHF 6.9m against CHF 7.3m for the previous period.

Reported operating profit was down 5.1% in constant currencies to CHF 39.5m compared with CHF 41.5m in 2018 for an operating margin of 8.3% against 9.0% for the previous period.

OPERATING REVIEW

The reconciliation of adjusted underlying operating profit to reported operating profit is as follows:

CHFm	30 June 2019	30 June 2018	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
Adjusted underlying operating profit	57.4	57.0	+0.7%	+0.4%
Adjusted underlying operating margin in %	11.0%	11.3%		
Net exceptional costs	-6.9	-7.3		
Adjusted operating profit	50.5	49.7	+1.7%	+1.2%
Adjusted operating margin in %	9.7%	9.9%		
Equity accounted joint ventures	-11.0	-8.2		
Reported operating profit	39.5	41.5	-4.9%	-5.1%
Reported operating margin in %	8.3%	9.0%		

NET PROFIT

Net financial expense was CHF 4.4m for the period compared with CHF 2.3m in the first half of 2018. Net foreign exchange results due to exchange rate fluctuations negatively impacted the Group's financial income and represented a loss of CHF 0.2m for the period against a gain of CHF 0.5m in 2018. Interest expense on bank borrowings and bonds, net of interest income from short-term cash investments, totalled CHF 2.7m against CHF 2.6m in the previous period. However, following the adoption of IFRS 16 Leases on 1 January 2019, an additional interest expense of CHF 1.5m was recognised on lease liabilities in the first half of 2019.

The share in the results of associates and joint ventures was CHF 10.8m against CHF 6.5m in the first half of 2018, a rise of 66.7% at constant exchange rates, thanks to the Group's strong performance in Continental China and that of Gaitame.com in Japan.

The Group's tax expense amounted to CHF 9.1m against CHF 11.8m in first-half 2018 for an effective tax rate of 26% against 30% in the previous period.

Consolidated net profit was CHF 36.8m compared with CHF 33.9m in the first half of 2018 with a Group share of CHF 34.2m against CHF 31.8m in 2018, an increase of 7.9% at constant exchange rates.

BALANCE SHEET

The Group maintained its focus on a sound balance sheet with a strong capital position while keeping a low level of intangible assets and a strong net cash position. Before deduction of treasury shares of CHF 20.9m, consolidated equity amounted to

CHF 415.8m at 30 June 2019 with adjusted cash of CHF 183.9m, including Group share of net cash held by joint ventures.

At 30 June 2019, consolidated equity stood at CHF 395.0m (31 December 2018: CHF 401.3m) of which CHF 375.5m was attributable to shareholders of the parent (31 December 2018: CHF 383.3m). Total adjusted cash, including financial assets at fair value, net of financial debt, was CHF 91.6m at 30 June 2019 against CHF 96.7m at 31 December 2018.

Taking advantage of attractive market conditions, the Group refinanced by anticipation its next coming maturity by raising CHF 130m in July through the placement of a new bond, with a coupon of 1.75%, maturing in 6 years.

REGULATORY DEVELOPMENTS

USA

2019 started under the same political cloud that ended 2018. The Government shutdown made any communications or decisions out of the Regulatory agencies difficult as all were reduced to a skeleton staff, and this in turn impacted progress on rulemaking. The government shutdown was resolved in late January and staff returned to their offices.

Progress on modifications to Rules associated with Swaps Trading continued, with the Comment period being extended into March and finally closing on 15 March 2019. The CFTC received approximately 80 responses to the proposed amendments to the rules governing swap execution facilities (SEF) and the trade execution requirement, and on the practice of post-trade name give-up on SEFs for intended-to-be-cleared swaps. As expected, the

Comments were quite varied. With regard to the trade execution requirements, generally speaking, most commenters are in favour of “practical” amendments which focus on areas where No-Action Letters have ensured operational efficiency of certain market areas. There is more resistance however to changes relating to more complex matters such as pre-trade communications, modification of the determination of mandatorily traded products, trading venue access criteria, the role of Introducing Brokers, and trade execution methods. Commentary on the removal of name give-up post-trade on mandatorily cleared swaps is also varied. Many of the submissions appear to be in favour of the removal but quite a few favour retention of the practice. No decisions have yet been communicated by the CFTC regarding these matters.

Overall, the intention of the proposed Rule remains the same, to (a) expand the number of swap execution venues that must register as SEFs with the CFTC, (b) improve the efficiency of the Swaps Trading environment domestically, (c) increase the number of Swaps traded on regulated venues (SEF’s), (d) improve the efficiency of SEFs by enabling a wide array of trading protocols via “any means of interstate commerce”, (e) modify access criteria on SEFs, and (f) bring greater transparency to the price discovery process for all market participants.

Outside of domestic matters relating to derivatives trading, the US Regulator community have continued to focus on Brexit as a critical issue, and have remained consistent in their approach of issuing guidance and communication on their strategy to ensure that agreements reached between the EU and the US for trading venues, CCP’s and other areas fundamental to the efficiency of the international trading community will be, where possible, honoured for the UK as it implements Brexit. Tradition is closely monitoring progress on this front to ensure that in each jurisdiction any trading venues that it operates are covered by any such action by the regulators.

Internationally, the CFTC has continued to push ahead with its “deference” based model with regard to trading venues, the intention being that the deference models currently in place in Singapore, Europe and the UK should be extended to Japan, Hong Kong, Australia, Canada and Switzerland. In theory this model should help reduce some of the complexity in Swaps trading when trading venues (such as those run by Tradition’s global broking business) interact with U.S. Persons outside of the U.S.

EUROPE

Brexit

The Brexit withdrawal agreement (consisting of a Draft Agreement and a political declaration) was approved by the EU heads of government on 25 November 2018. In contrast, the House of Commons voted down the withdrawal agreement three times, on 15 January, 12 March and 29 March 2019.

As a result, the UK’s departure from the EU was delayed twice, on 29 March and 12 April, and a new deadline set for 31 October 2019. EU leaders insist that, at this point, the UK must choose whether to ratify the existing exit treaty, opt for a no-deal Brexit, or cancel its departure. Further changes to the withdrawal agreement or a further delay of the exit day have so far been categorically ruled out by the EU. On 24 May, Theresa May announced her resignation as Prime Minister, which triggered a leadership contest for the position of Prime Minister and leader of the Conservative Party.

A key concern for a majority of the British parliament remains the “Irish backstop”, which will see the UK remain part of the customs union until measures have been put in place that will avoid a hard border on the island of Ireland. It is understood that the UK will not be able to unilaterally withdraw from this arrangement, and hence pro-Brexit MEPs are concerned that the UK will remain tied to the EU for an indefinite period. Moreover, the “legally binding changes” in the form of a “joint legally binding instrument” as well as a “joint statement”, which were agreed between the Prime Minister and the EU leader before the Commons vote on 12 March 2019, were not able to address the concerns of MPs.

The likelihood of a departure without a deal has increased, but the possibility of another delay cannot be entirely excluded.

Accordingly, “Hard Brexit” preparations by firms as well as on the political level have progressed. It is generally considered that there is a high level of preparedness in the financial services sector. The European Commission’s “no-deal” contingency action plan of December 2018 includes, for example, a conditional and temporary equivalence decision for central counterparties in the UK or an exclusion of shares with UK-ISINs from the share trading obligation. HM Treasury and the FCA have adopted similar measures. Meanwhile, most firms have completed their Brexit contingency plans or are at an advanced stage. Most often, this involved setting up a new authorised entity in the EU27 or expanding an existing presence. EU27 regulators dedicated significant resources to their authorisation processes, to ensure firms’ applications would be approved by 29 March. Hence, for many firms, the extension until 31 October 2019 represents an opportunity to further fine-tune their post-Brexit operating models.

MiFID II

(Markets in Financial Instruments Directive/Regulation)

European Regulators have commenced supervisory work (for example thematic reviews, questionnaires or on-site reviews) in a number of areas:

- **Transaction reporting:** The quality of the reported data remains a concern for European regulators, who have started to focus on firms’ systems and controls around

data accuracy and integrity as well as completeness of transaction reports. Indeed, in March 2019, the FCA imposed record fines for transaction reporting failings (although these related to transaction reporting under MiFID I) on UBS and Goldman Sachs, stating that the firms had “failed to take reasonable care to organise and control their affairs responsibly and effectively in respect of their transaction reporting”.

- **Research unbundling:** The rules remain controversial in the financial services industry as well as among regulators. Helping small- and medium-sized companies access capital markets and improving competition were two key objectives of MiFID II. However, 18 months on, the industry is concerned that research coverage of small- and medium-sized enterprises is declining and smaller research providers are being squeezed out of the market due to plummeting prices in the research market. While unease is growing among continental European regulators, the FCA has stated that the market disruptions are a price worth paying for greater transparency and lower costs for investors.
- **Costs and charges disclosures:** At the beginning of the year, MiFID firms for the first time had to send out comprehensive annual statements on costs and charges to their clients; this triggered some negative reactions due to incomprehensible or misleading information. A pain point remains the calculation of transaction costs using the “arrival price” method that is mandated under MiFID II and can lead to misleading results under certain circumstances. In addition, at the end of March the FCA published the results of its review of costs and charges disclosures of 50 firms in the retail investment sector. The review found that while awareness of the rules in the industry is high, their interpretation remains inconsistent. Moreover, a key challenge remains access to and reliability of data from third parties that must be included in the client statements.

Finally, the European Securities and Markets Authority (ESMA) has published its Final Report on periodic auction trading systems that since the inception of MiFID II have been suspected of being used as a method to circumvent the double volume cap mechanism for share trading. ESMA has identified issues in the areas of limited pre-trade transparency and price determination, and announced further supervisory guidance to clarify the regulatory expectation regarding these two areas.

Investment Firm review (IFR/IFD)

On 16 April 2019, the European Parliament voted in its plenary session to adopt a package of measures, composed of a regulation (IFR) and a directive (IFD), setting out new prudential

requirements and supervisory arrangements for investment firms. The objective of the reform is to adapt the requirements to the firms' risk profiles and business models while preserving financial stability. Key changes to the existing rules include the following:

- **Third-country regime:** The European Commission will receive additional powers to assess capital requirements applicable to firms providing bank-like services to ensure that they are equivalent to those applicable in the EU. Also, if the activities performed by third-country firms are likely to be of systemic importance, the Commission can apply specific operational conditions to an equivalence decision to ensure that ESMA and the national regulators (NCAs) have the necessary tools to prevent regulatory arbitrage and monitor the activities of third-country firms. Moreover, ESMA will have the power to ban specific third-country firms from operating in the EU if it believes they pose a threat to the bloc.
- **Capital requirements:** Currently, the minimum capital requirements for investment firms are driven by the CRD IV requirements (which are tailored to banks). Going forward, there will be a new regime for investment firms that distinguishes between three classes of investment firms. Under the new regime, the capital requirement of an investment will depend on which class of firm it falls under.
- **Bonus rule waivers:** IFR splits firms' bonuses into cash and stock options and requires them to be paid out over several years. Small investment firms would be able to obtain a waiver of the deferral rules, given the administrative burden involved.
- **Environmental, social and governance (ESG):** Three years after the rules enter into force, most investment firms will have to start disclosing their ESG risks. The EBA is tasked with proposing how detailed these disclosures should be as regards the relationships between ESG risks and the investment firm's internal governance and remuneration policy.

The new IFR/IFD framework is expected to come into effect in Q4 2020 or Q1 2021, depending on the timing of the publication of the IFR/IFD text in the Official Journal of the European Union.

ASIA-PACIFIC

Japan

There was no material change in 2019 for the regulation of Japanese OTC markets for rates products following the increased scope for entities trading derivatives, the expiry of temporarily licensed

CCPS, and the implementation of the margin requirement for non-centrally cleared derivatives, the variation margin regime for non-cleared derivatives being applied to all financial institutions. The JFSA did however publish a compliance report in June 2019 which emphasised the importance of the attitude of top management towards compliance risk (tone at the top) and how middle management distributes messages from top management to other employees (tone in the middle) and independent internal auditing. Following this, JFSA will continue investigating financial institutions (with expanded scope of investigation) to ascertain their compliance risk management. It will select which firms to specifically monitor and will give these firms feedbacks about findings and problems identified in the investigation.

Hong Kong

The Securities and Futures Commission (SFC) and the Hong Kong Monetary Authority (HKMA) issued joint consultation conclusions on the annual update of the list of Financial Services Providers under the clearing obligation for OTC derivative transactions, the mandatory use of Legal Entity Identifiers (LEIs) from April 2020, revising the list of designated jurisdictions for the masking relief of the reporting obligation, and updating the FSP list under the clearing obligation to ensure relevancy with an effective date of January 2020.

The SFC issued specific updates on SFC issued amendments to the Code of Conduct paragraph 5.1 to facilitate new approaches for opening accounts. The changes were made to cater for the need for intermediaries to adapt their practices as business activities are increasingly conducted online. Paragraph 5.1 of the Code of Conduct requires intermediaries to take all reasonable steps to establish the true and full identity of each of their clients and provides specific guidelines on acceptable approaches for opening accounts. The SFC also issued the standards of conduct and internal controls that the SFC expects of licensed corporations (LCs) providing client facilitation services in order to avoid conflicts of interest.

Singapore

In March 2019, the MAS gazette published the approval of Tradition Singapore Pte Ltd as a Recognised Market Operator ("RMO"), which was followed shortly after by a CFTC exemption order (with regard to registering as a SEF) and the European Commission equivalency announcement. The remaining

interdealer brokers that are subject to the regulatory regime for organised markets and capital market intermediaries have until October 2019 to submit an RMO application. The consultation that commenced in May 2018 regarding Draft Notice on Product Notification Regime is ongoing and will form part of the reporting regulations for IDB RMOs.

In June 2019, the MAS issued consultation on Individual Accountability and Conduct to promote the individual accountability of senior managers, strengthen oversight of material risk personnel and reinforce standards of appropriate conduct for all employees as Singapore keeps pace with international standards and best practices.

Other Asian developments

Tradition's entities in Asia have taken appropriate steps, based on the size and complexity of our activities and the nature of our engagement in the FX market, to align our activities with the principles of the Global FX Code, specifically in Thailand where the first renewal of all FX broker licenses was completed in the first half of 2019.

In Indonesia, Bank Indonesia issued a new Regulation for brokerage companies requiring them to have a relevant business license covering the type of facilities used for carrying out transactions and types of instruments. There were no other material changes in other Asian markets in the first half of 2019.

OUTLOOK

The second half started on the front foot with a sustained level of activity in July and August compared with last year. In the coming months, the Group will pursue its development strategy by seeking new talent in order to further enhance its product portfolio across its geographic footprint. The Group will also remain focused on external growth opportunities, against a backdrop of advanced consolidation in the industry around three global players, including Compagnie Financière Tradition.

**COMPTES
CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES
AU 30 JUIN 2019**



**INTERIM CONSOLIDATED
FINANCIAL STATEMENTS
AT 30 JUNE 2019**

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

en milliers de CHF	Notes	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Chiffre d'affaires	2	474 306	459 755	Revenue
Autres produits d'exploitation nets	3	1 220	1 178	Other net operating income
Produits d'exploitation		475 526	460 933	Operating income
Charges de personnel		-343 971	-325 520	Staff costs
Autres charges d'exploitation		-78 127	-86 589	Other operating expenses
Amortissements		-13 926	-7 284	Depreciation and amortisation
Charges d'exploitation		-436 024	-419 393	Operating expenses
Résultat d'exploitation		39 502	41 540	Operating profit
Produits financiers	4	2 232	3 076	Financial income
Charges financières	4	-6 652	-5 412	Financial expense
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	10	10 830	6 473	Share of profit of associates and joint ventures
Résultat avant impôts		45 912	45 677	Profit before tax
Impôts sur le bénéfice	5	-9 144	-11 779	Income tax
Résultat net de la période		36 768	33 898	Net profit for the period
Attribuable aux :				Attributable to:
Actionnaires de la société mère		34 155	31 752	shareholders of the parent
Intérêts non contrôlants		2 613	2 146	non-controlling interests
Résultat par action (en CHF) :				Earnings per share (in CHF):
Résultat de base par action		4,92	4,66	Basic earnings per share
Résultat dilué par action		4,84	4,48	Diluted earnings per share

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

en milliers de CHF	Notes	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Résultat net de la période comptabilisé au compte de résultat		36 768	33 898	Net profit for the period recognised in the income statement
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent pas être reclassés ultérieurement au compte de résultat				Other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		422	445	Financial assets measured at fair value through other comprehensive income
Réévaluation des régimes à prestations définies		131	158	Remeasurement of defined benefit schemes
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent pas être reclassés ultérieurement au compte de résultat		553	603	Total other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat				Other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss
Ecart de conversion		-4 931	1 471	Currency translation
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et coentreprises	10	-328	-443	Other comprehensive income of associates and joint ventures
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat		-5 259	1 028	Total other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts		-4 706	1 631	Other comprehensive income, net of tax
Résultat global de la période		32 062	35 529	Comprehensive income for the period
Attribuable aux :				Attributable to:
Actionnaires de la société mère		29 565	33 144	shareholders of the parent
Intérêts non contrôlants		2 497	2 385	non-controlling interests

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED BALANCE SHEET

ACTIF en milliers de CHF	Notes	30 juin 2019 30 June 2019	31 décembre 2018 31 December 2018	ASSETS CHF 000
Immobilisations corporelles		27 728	27 843	Property and equipment
Actifs liés au droit d'utilisation	8	58 887	-	Right-of-use assets
Immobilisations incorporelles	9	48 717	50 896	Intangible assets
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	10	146 125	146 743	Investments in associates and joint ventures
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		5 058	4 506	Financial assets measured at fair value through other comprehensive income
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		1 627	1 627	Financial assets at fair value through profit or loss
Autres actifs financiers		13 116	10 764	Other financial assets
Impôts différés actifs		25 686	28 751	Deferred tax assets
Trésorerie non disponible		35 691	34 013	Unavailable cash
Total actif non courant		362 634	305 143	Total non-current assets
Autres actifs courants		14 860	15 087	Other current assets
Instruments financiers dérivés actifs		37	105	Derivative financial instruments
Impôts à recevoir		3 972	6 671	Tax receivable
Clients et autres créances	7	1 122 735	643 303	Trade and other receivables
Actifs financiers évalués au coût amorti		7 537	5 855	Financial assets at amortised cost
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		32	31	Financial assets at fair value through profit or loss
Trésorerie et équivalents de trésorerie		294 677	278 045	Cash and cash equivalents
Total actif courant		1 443 850	949 097	Total current assets
TOTAL ACTIF		1 806 484	1 254 240	TOTAL ASSETS

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED BALANCE SHEET

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF en milliers de CHF	Notes	30 juin 2019 30 June 2019	31 décembre 2018 31 December 2018	EQUITY AND LIABILITIES CHF 000
Capital	13	18 541	18 228	Share capital
Prime d'émission		44 024	37 404	Share premium
Actions propres	13	-20 868	-34 148	Treasury shares
Ecart de conversion		-150 448	-145 305	Currency translation
Réserves consolidées		484 270	507 137	Consolidated reserves
Total capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		375 519	383 316	Total equity attributable to shareholders of the parent
Intérêts non contrôlants		19 431	17 949	Non-controlling interests
Total capitaux propres		394 950	401 265	Total equity
Dettes financières	12	109 691	238 753	Financial debts
Obligations locatives	17	53 284	-	Lease liabilities
Provisions		23 058	24 726	Provisions
Impôts différés passifs		817	1 039	Deferred tax liabilities
Produits différés		80	7 169	Deferred income
Total passif non courant		186 930	271 687	Total non-current liabilities
Dettes financières	12	188 216	38 634	Financial debts
Obligations locatives	17	15 159	-	Lease liabilities
Fournisseurs et autres créanciers	11	1 000 830	515 645	Trade and other payables
Provisions		10 954	10 830	Provisions
Impôts à payer		8 376	14 514	Tax liabilities
Instruments financiers dérivés passifs		934	464	Derivative financial instruments
Produits différés		135	1 201	Deferred income
Total passif courant		1 224 604	581 288	Total current liabilities
Total passif		1 411 534	852 975	Total liabilities
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		1 806 484	1 254 240	TOTAL EQUITY AND LIABILITIES

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

en milliers de CHF	Notes	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles				Cash flows from operating activities
Résultat avant impôts		45 912	45 677	Profit before tax
Amortissements		13 926	7 284	Depreciation and amortisation
Résultat financier net		4 742	4 103	Net financial result
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	10	-10 830	-6 473	Share of profit of associates and joint ventures
Augmentation des provisions		362	1 327	Increase in provisions
Augmentation/(diminution) des produits différés		-1 111	5 052	Increase/(decrease) in deferred income
Charge relative aux paiements fondés sur des actions		576	460	Expense related to share-based payments
Plus-values sur cessions d'actifs immobilisés	3	-31	-11	Gains on disposal of fixed assets
(Augmentation)/diminution des créances/dettes liées aux activités en principal et de teneur de comptes		3 788	-44 884	(Increase)/decrease in receivables/payables related to matched principal and account holder activities
(Augmentation)/diminution du fonds de roulement		546	-13 123	(Increase)/decrease in working capital
Provisions payées		-1 775	-1 342	Provisions paid
Intérêts payés		-5 287	-3 569	Interest paid
Intérêts perçus		691	678	Interest received
Impôts payés		-11 593	-7 243	Income tax paid
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		39 916	-12 064	Net cash flows from operating activities
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement				Cash flows from investing activities
Acquisition d'actifs financiers		-2 196	-3 915	Acquisition of financial assets
Valeur de vente d'actifs financiers		198	410	Proceeds from disposal of financial assets
Acquisition de sociétés, nette de la trésorerie acquise		-961	-	Acquisition of companies, net of cash acquired
Acquisition d'immobilisations corporelles		-3 587	-7 476	Acquisition of property and equipment
Valeur de vente d'immobilisations corporelles		34	41	Proceeds from disposal of property and equipment
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-1 528	-2 947	Purchase of intangible assets
Dividendes reçus		12 513	5 801	Dividends received
Augmentation de la trésorerie non disponible		-2 116	-120	Increase in unavailable cash
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		2 357	-8 206	Net cash flows from investing activities
Flux de trésorerie provenant des activités de financement				Cash flows from financing activities
Augmentation des dettes financières à court terme		15 451	-	Increase in short-term financial debts
Paiement des obligations locatives		6 632	-	Payment of lease liabilities
Augmentation du capital	13	313	102	Capital increase
Acquisition d'actions propres	13	-2 417	-4 207	Acquisition of treasury shares
Valeur de vente d'actions propres	13	895	250	Proceeds from disposal of treasury shares
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants		-1 015	-1 361	Dividends paid to non-controlling interests
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	14	-35 022	-34 118	Dividends paid to shareholders of the parent
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		-28 427	-39 334	Net cash flows from financing activities
Variation des cours de change		-2 172	-225	Movement in exchange rates
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie		11 674	-59 828	Movement in cash and cash equivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		239 411	321 098	Cash and cash equivalents at start of period
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	6	251 085	261 269	Cash and cash equivalents at end of period

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY

en milliers de CHF excepté le nombre d'actions	Notes	Attribuables aux actionnaires de la société mère Attributable to shareholders of the parent						Total	Intérêts non contrôlants Non- controlling interests	Total capitaux propres Total equity	CHF 000 (except for number of shares)
		Nombre d'actions Number of shares	Capital	Prime d'émission Share premium	Actions propres Treasury shares	Ecart de conversion Currency translation	Réserves consolidées Consolidated reserves				
Au 1^{er} janvier 2018		7 190 218	17 976	36 386	-26 599	-136 708	491 795	382 850	15 515	398 365	At 1 January 2018
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	31 752	31 752	2 146	33 898	Net profit for the period
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	789	603	1 392	239	1 631	Other comprehensive income
Résultat global de la période						789	32 355	33 144	2 385	35 529	Comprehensive income for the period
Augmentation de capital		41 000	102	-	-	-	-	102	-	102	Capital increase
Acquisition d'actions propres		-	-	-	-4 207	-	-	-4 207	-	-4 207	Acquisition of treasury shares
Cession d'actions propres		-	-	65	185	-	-	250	-	250	Disposal of treasury shares
Dividendes versés		-	-	-	-	-	-34 118	-34 118	-1 361	-35 479	Dividends paid
Exercice d'options de souscription d'actions		-	-	289	-	-	-289	-	-	-	Exercise of share options
Impact de la comptabilisation des options de souscription d'actions		-	-	-	-	-	656	656	-	656	Impact of recognition of share options
Autres variations		-	-	-	-	-	33	33	-	33	Other movements
Au 30 juin 2018		7 231 218	18 078	36 740	-30 621	-135 919	490 432	378 710	16 539	395 249	At 30 June 2018
Au 1^{er} janvier 2019		7 291 218	18 228	37 404	-34 148	-145 305	507 137	383 316	17 949	401 265	At 1 January 2019
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	34 155	34 155	2 613	36 768	Net profit for the period
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-5 143	553	-4 590	-116	-4 706	Other comprehensive income
Résultat global de la période						-5 143	34 708	29 565	2 497	32 062	Comprehensive income for the period
Augmentation de capital	13	125 000	313	-	-	-	-	313	-	313	Capital increase
Acquisition d'actions propres	13	-	-	-	-2 417	-	-	-2 417	-	-2 417	Acquisition of treasury shares
Cession d'actions propres	13	-	-	239	656	-	-	895	-	895	Disposal of treasury shares
Dividendes versés	13/14	-	-	4 931	15 041	-	-55 456	-35 484	-1 015	-36 499	Dividends paid
Exercice d'options de souscription d'actions		-	-	1 450	-	-	-1 450	-	-	-	Exercise of share options
Impact de la comptabilisation des options de souscription d'actions		-	-	-	-	-	-669	-669	-	-669	Impact of recognition of share options
Au 30 juin 2019		7 416 218	18 541	44 024	-20 868	-150 448	484 270	375 519	19 431	394 950	At 30 June 2019

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Compagnie Financière Tradition SA est une société anonyme suisse, domiciliée au 11 rue de Langallerie à Lausanne. Présent dans 29 pays, le Groupe Compagnie Financière Tradition est l'un des leaders mondiaux de l'intermédiation de produits financiers (marchés monétaires, marchés obligataires, produits dérivés de taux, de change et de crédit, actions, dérivés actions, marchés à terme de taux et sur indices) et non financiers (métaux précieux, énergie et environnement). L'action Compagnie Financière Tradition SA est cotée à la bourse suisse (SIX) et sur le 3^{ème} compartiment de la bourse de Francfort.

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des comptes consolidés intermédiaires de Compagnie Financière Tradition SA arrêtés au 30 juin 2019 par décision du 29 août 2019.

PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Les comptes consolidés intermédiaires de Compagnie Financière Tradition SA pour la période terminée le 30 juin 2019 sont établis conformément aux dispositions de la norme comptable IAS 34 - Information financière intermédiaire, selon le règlement de cotation de la bourse suisse (SIX), et comprennent ceux de Compagnie Financière Tradition SA et de ses filiales (ci-après « le Groupe »). Ils doivent être consultés conjointement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2018.

GENERAL

Compagnie Financière Tradition SA is a public limited company with its registered office at 11 Rue de Langallerie, Lausanne. With a presence in 29 countries, the Compagnie Financière Tradition Group is one of the world's leading interdealer brokers of both financial products (money market products, bonds, interest rate, currency and credit derivatives, equities, equity derivatives, interest rate futures and index futures) and non-financial products (precious metals, and energy and environmental products). Its shares are listed on the SIX Swiss Exchange and the Third Market Segment of the Frankfurt Stock Exchange.

Publication of the interim consolidated financial statements for the period ended 30 June 2019 was approved by the Board of Directors on 29 August 2019.

BASIS OF PREPARATION

The interim consolidated financial statements for the six-month period ended 30 June 2019 were prepared in accordance with IAS 34 - Interim Financial Reporting, as required by the Listing Rules of the SIX Swiss Exchange. They comprise the financial statements of Compagnie Financière Tradition SA and its subsidiaries ("the Group"). They should be read in conjunction with the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2018.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2018, à l'exception des normes et amendements suivants, appliqués depuis le 1^{er} janvier 2019 :

The accounting policies applied to the interim consolidated financial statements are identical to those in effect at 31 December 2018, except for the following standards and amendments which have been applied since 1 January 2019:

Norme Standard	Nom Name	Entrée en vigueur Effective date
IAS 19 (amendements) IAS 19 (amendments)	- Modification, réduction ou liquidation de régime - Plan amendments, curtailment or settlement	1 ^{er} janvier 2019 1 January 2019
IAS 28 (amendements) IAS 28 (amendments)	- Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises - Long-term Interests in Associates and Joint Ventures	1 ^{er} janvier 2019 1 January 2019
IFRS 9 (amendements) IFRS 9 (amendments)	- Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative - Prepayment Features with Negative Compensation	1 ^{er} janvier 2019 1 January 2019
IFRS 16 IFRS 16	- Contrats de location - Leases	1 ^{er} janvier 2019 1 January 2019
IFRIC 23 IFRIC 23	- Incertitude relative aux traitements fiscaux - Uncertainty over Income Tax Treatments	1 ^{er} janvier 2019 1 January 2019
Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS Annual Improvements to IFRSs (2015-2017 Cycle)	- Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS - Annual Improvements to IFRSs (2015-2017 Cycle)	1 ^{er} janvier 2019 1 January 2019

IFRS 16 - CONTRATS DE LOCATION

L'adoption de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 a entraîné une augmentation du total de l'actif non courant de CHF 67 millions et des dettes de CHF 76 millions avec la reconnaissance au bilan de tous les contrats de location, sans impact sur les capitaux propres du Groupe. Le Groupe a choisi de ne pas retraiter les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Des informations complémentaires sont présentées en note 17.

IFRS 16 - LEASES

The adoption of IFRS 16 on 1 January 2019 resulted in an increase in total non-current assets of CHF 67 million and liabilities of CHF 76 million with the recognition of all leases on the balance sheet, but had no impact on the Group's equity. The Group has chosen not to restate the comparative figures of the previous year. Additional information is disclosed in Note. 17.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

CONTRATS DE LOCATION - LE GROUPE COMME PRENEUR

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

NEW ACCOUNTING POLICIES

LEASES - THE GROUP AS LESSEE

At the time of signing the contract, the Group assesses whether it is or contains a lease. A contract is or contains a lease if it conveys the right to control the use of an identified asset for a period of time in exchange for consideration. For a contract that is or contains a lease, the Group accounts for each lease component within the contract as a lease, separately from non-lease components of the contract.

At the inception of the lease, the Group recognises a right-of-use asset and a lease liability, except in the case of short-term leases. Lease payments associated with those leases, for which the lease term is twelve months or less, are recognised as an expense in profit or loss on a straight-line basis over the term of the lease.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, escomptés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal le cas échéant. Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

L'adoption des autres dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

COURS DE CHANGE

Les principaux cours de change contre le franc suisse utilisés dans le cadre de la consolidation sont les suivants :

	30 juin 2019 30 June 2019		30 juin 2018 30 June 2018		
	Cours de clôture Closing rate	Cours moyen Average rate	Cours de clôture Closing rate	Cours moyen Average rate	
1 Livre sterling - GBP	1,24	1,29	1,31	1,33	1 pound sterling - GBP
1 Euro - EUR	1,11	1,13	1,16	1,17	1 euro - EUR
100 Yen japonais - JPY	0,91	0,91	0,90	0,89	100 Japanese yen - JPY
1 Dollar américain - USD	0,98	1,00	0,99	0,97	1 US dollar - USD

The lease liability initially corresponds to the present value of lease payments that have not been paid, discounted using the borrowing rate implicit in the lease, or at the incremental borrowing rate if appropriate. Lease payments include fixed payments, variable lease payments that depend on an index or a rate, residual value guarantees and the exercise price of purchase options if the Group is reasonably certain to exercise them, or any penalties for terminating the lease. Subsequently, the lease liability is measured at amortised cost using the effective interest method. The lease liability is remeasured if there is a change in future lease payments resulting from a change in an index or a rate used to determine those payments, there is a change in payments under a residual value guarantee, or there is a change in the assessment of an option to purchase, extend or terminate a lease. When there is a remeasurement of the lease liability, a corresponding adjustment is made to the right-of-use asset, or in profit or loss if the value of the right-of-use asset has already been reduced to zero. Lease liabilities are presented in the balance sheet separately from other liabilities.

A right-of-use asset is measured at cost including the initial amount of the lease liability, initial direct costs, and an estimate of restoration costs, less any lease incentives received. The right-of-use asset is depreciated or amortised over the term of the lease or the useful life of the underlying asset, whichever is shorter. Right-of-use assets are presented in the balance sheet separately from other assets.

The adoption of other provisions did not have any material impact on the Group's consolidated accounts.

EXCHANGE RATES

The main exchange rates against the Swiss franc used in consolidation are shown below:

1. SAISONNALITÉ

Les activités du Groupe ne présentent pas de caractères saisonniers particuliers compte tenu de la diversité des produits traités et de la couverture géographique étendue. Ces activités dépendent principalement de la volatilité des marchés. Nous avons cependant observé au cours des dernières années, un ralentissement d'activité lors du mois de décembre.

2. SECTEURS OPÉRATIONNELS

La présentation des secteurs opérationnels du Groupe ainsi que les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2018.

L'information par secteurs se présente comme suit :

1. SEASONALITY

The Group's activities are not subject to particular seasonal variations given its diverse product mix and broad geographic footprint. Its activities depend mainly on market volatility. Over the past few years however we have observed a slowdown in business in December.

2. OPERATING SEGMENTS

The presentation of the Group's operating segments and the accounting policies applied in evaluating the operating results are identical to those applied at 31 December 2018.

Segment information is disclosed below:

Au 30 juin 2019 en milliers de CHF	Europe, Moyen- Orient et Afrique Europe, Middle East and Africa	Amériques Americas	Asie-Pacifique Asia-Pacific	Ajustements Adjustments	Total Total	At 30 June 2019 CHF 000
Chiffre d'affaires	229 659	153 647	137 482	-46 482	474 306	Revenue
Résultat d'exploitation	14 995	16 087	26 730	-18 310	39 502	Operating profit
Résultat financier net					-4 420	Net financial result
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises					10 830	Share of profit of associates and joint ventures
Résultat avant impôts					45 912	Profit before tax
Au 30 juin 2018 en milliers de CHF	Europe, Moyen- Orient et Afrique Europe, Middle East and Africa	Amériques Americas	Asie-Pacifique Asia-Pacific	Ajustements Adjustments	Total Total	At 30 June 2018 CHF 000
Chiffre d'affaires	232 069	145 433	125 925	-43 672	459 755	Revenue
Résultat d'exploitation	16 817	15 475	23 259	-14 011	41 540	Operating profit
Résultat financier net					-2 336	Net financial result
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises					6 473	Share of profit of associates and joint ventures
Résultat avant impôts					45 677	Profit before tax

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Le rapprochement entre le chiffre d'affaires sectoriel et le chiffre d'affaires consolidé est constitué des éléments suivants :

Reconciliation of segment revenue to consolidated revenue is as follows:

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Chiffre d'affaires sectoriel	520 788	503 427	Segment revenue
Application de la méthode d'intégration proportionnelle pour les coentreprises	-46 170	-42 922	Application of the proportionate consolidation method for joint ventures
Constatation du chiffre d'affaires à la date de livraison	-353	-743	Recognition of revenue at the delivery date
Autres	41	-7	Other
Chiffre d'affaires consolidé	474 306	459 755	Consolidated revenue

Le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel et le résultat d'exploitation consolidé est constitué des éléments suivants :

Reconciliation of the segment operating profit to consolidated operating profit is as follows:

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Résultat d'exploitation sectoriel	57 812	55 551	Segment operating profit
Application de la méthode d'intégration proportionnelle pour les coentreprises	-11 008	-8 131	Application of the proportionate consolidation method for joint ventures
Constatation du chiffre d'affaires à la date de livraison	-142	-385	Recognition of revenue at the delivery date
Charges de services centraux	-7 072	-6 274	Corporate expenses
Autres	-88	779	Other
Résultat d'exploitation consolidé	39 502	41 540	Consolidated operating profit

INFORMATION SUR LES PRODUITS ET SERVICES

INFORMATION ON PRODUCTS AND SERVICES

La répartition par groupe de produits du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies de Compagnie Financière Tradition s'analyse comme suit :

A segment analysis of consolidated revenue on continuing operations is shown below:

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Change et taux	202 905	202 912	Currencies and interest rates
Titres et dérivés sur titres	171 518	159 831	Securities and security derivatives
Matières premières et autres activités	99 883	97 012	Commodities and other activities
Total	474 306	459 755	Total

**3. AUTRES PRODUITS
D'EXPLOITATION NETS****3. OTHER NET
OPERATING INCOME**

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Plus-values sur cession d'actifs immobilisés	31	11	Gains on disposal of fixed assets
Autres produits d'exploitation	1 189	1 167	Other operating income
Total	1 220	1 178	Total

4. RÉSULTAT FINANCIER NET**4. NET FINANCIAL RESULT**

Cette rubrique se décompose comme suit :

An analysis of this item is shown below:

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Produits financiers			Financial income
Produits d'intérêts	784	718	Interest income
Produits des titres de participation	19	79	Income from equity investments
Gains de change	1 429	2 181	Exchange gains
Autres produits financiers	-	98	Other financial income
Total	2 232	3 076	Total
Charges financières			Financial expense
Charges d'intérêts	-4 973	-3 288	Interest expense
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	-5	-407	Losses on financial assets at fair value through profit or loss
Pertes de change	-1 674	-1 717	Exchange losses
Total	-6 652	-5 412	Total
Résultat financier net	-4 420	-2 336	Net financial result

5. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La charge d'impôt se compose des éléments suivants :

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Charge d'impôts courants	7 777	10 949	Current tax expense
Charge d'impôts différés	1 367	830	Deferred tax expense
Impôts sur le bénéfice	9 144	11 779	Income tax

5. INCOME TAX

An analysis of tax expense is shown below:

6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire se décompose comme suit :

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Caisse et dépôts bancaires à vue	287 683	260 781	Cash and call deposits with banks
Dépôts bancaires à court terme	4 385	27 846	Short-term bank deposits
Placements monétaires à court terme	2 609	8 533	Short-term money market investments
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	294 677	297 160	Cash and cash equivalents on the balance sheet
moins : Découverts bancaires	-43 592	-35 891	Less: bank overdrafts
Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie	251 085	261 269	Cash and cash equivalents in cash flow statement

6. CASH AND CASH EQUIVALENTS

Cash and cash equivalents in the cash flow statement are made up as follows:

Les découverts bancaires sont essentiellement liés au financement de transactions en défaut de livraison dans le cadre de l'activité en principal et sont remboursés lors du déboucement des transactions présentées en créances.

The bank overdrafts relate to funding for outstanding transactions related to matched principal trades and are repaid once the transactions are settled.

7. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES**7. TRADE AND OTHER RECEIVABLES**

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

An analysis of this item is shown below:

en milliers de CHF	30 juin 2019	31 décembre 2018	CHF 000
	30 June 2019	31 December 2018	
Créances liées aux activités de teneur de comptes	43 834	62 954	Receivables related to account holder activities
Créances liées aux activités en principal	782 087	318 729	Receivables related to matched principal activities
Clients et comptes rattachés	198 036	175 193	Trade debtors
Créances sur les employés	72 128	59 298	Employee receivables
Créances sur les parties liées	8 811	9 573	Related party receivables
Autres créances à court terme	17 839	17 556	Other short-term receivables
Total	1 122 735	643 303	Total

8. ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION**8. RIGHT-OF-USE ASSETS**

Les actifs liés au droit d'utilisation concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés du Groupe dans le cadre de leurs activités.

Right-of-use assets mainly concern offices used by Group employees for their business activities.

9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	31 décembre 2018 31 December 2018	CHF 000
Ecarts d'acquisition	27 467	27 536	Goodwill
Logiciels	18 240	20 648	Software
Fonds de commerce	428	418	Business assets
Autres	2 582	2 294	Other
Total	48 717	50 896	Total

9. INTANGIBLE ASSETS

An analysis of intangible assets is shown below:

10. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et coentreprises détenues par le Groupe et consolidées selon la méthode de mise en équivalence.

La variation pour la période se présente comme suit :

en milliers de CHF	Sociétés associées Associates	Coentreprises Joint ventures	Total Total	CHF 000
Au 1^{er} janvier 2019	21 522	125 221	146 743	At 1 January 2019
Résultat net de la période	3 257	7 573	10 830	Net profit for the period
Autres éléments du résultat global	-328	-	-328	Other comprehensive income
Acquisitions	932	-	932	Acquisitions
Dividendes distribués	-2 938	-9 556	-12 494	Dividends paid
Ecart de conversion	-224	666	442	Currency translation
Au 30 juin 2019	22 221	123 904	146 125	At 30 June 2019

10. INVESTMENTS IN ASSOCIATES AND JOINT VENTURES

This item covers the Group's share of equity accounted associates and joint ventures.

Movements during the period are shown below:

Des enquêtes sont actuellement menées par les régulateurs en relation avec une coentreprise dans laquelle le Groupe détient une participation minoritaire. Sur la base des informations qui nous sont disponibles à ce jour, il n'est pas possible de déterminer l'issue de certaines de ces procédures et par conséquent, d'estimer le montant d'un éventuel impact financier au niveau du Groupe.

A joint venture in which the Group holds a minority interest is currently being investigated by the regulators. There is no way of knowing the outcome of some of these proceedings based on the information that we have at present, and it is therefore impossible to estimate any financial impact they may have on the Group.

**11. FOURNISSEURS ET AUTRES
CRÉANCIERS**

Cette rubrique se décompose comme suit :

**11. TRADE AND OTHER
PAYABLES**

An analysis of this item is shown below:

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	31 décembre 2018 31 December 2018	CHF 000
Dettes liées aux activités de teneur de comptes	43 833	62 957	Payables related to account holder activities
Dettes liées aux activités en principal	730 480	262 543	Payables related to matched principal activities
Charges à payer	142 712	129 267	Accrued liabilities
Dettes envers les parties liées	29 103	3 403	Related party payables
Autres dettes à court terme	54 702	57 475	Other short-term liabilities
Total	1 000 830	515 645	Total

12. DETTES FINANCIÈRES**12. FINANCIAL DEBTS**

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Court terme			Short-term
Découverts bancaires	43 592	38 634	Bank overdrafts
Emprunts bancaires	15 451	-	Bank borrowings
Emprunts obligataires	129 173	-	Bonds
Total	188 216	38 634	Total
Long terme			Long-term
Emprunts obligataires	109 691	238 753	Bonds
Total	109 691	238 753	Total
Total dettes financières au bilan	297 907	277 387	Total financial debts on balance sheet

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

An analysis of bond issues is shown below:

Emetteur	Année d'émission et d'échéance Year of issue and maturity	Valeur nominale résiduelle en milliers de CHF Outstanding face value CHF 000	Coupon Coupon	Taux d'intérêt effectif Effective interest rate	Valeur comptable en milliers de CHF Carrying amount CHF 000		Issuer
					30 juin 2019	31 décembre 2018	
					30 June 2019	31 December 2018	
Compagnie Financière Tradition SA	2016-2022	CHF 110 000	1,625 %	1,7 %	109 691	109 645	Compagnie Financière Tradition SA
Compagnie Financière Tradition SA	2015-2020	CHF 129 300	2,000 %	2,1 %	129 173	129 108	Compagnie Financière Tradition SA
TOTAL					238 864	238 753	TOTAL
Dont montant remboursable dans les 12 mois					129 173	-	Of which amount redeemable within 12 months

Par ailleurs, afin de profiter des conditions de marché favorables, le Groupe a émis au mois de juillet un nouvel emprunt obligataire d'une valeur de CHF 130 millions avec un coupon à 1,75 % pour une durée de six ans.

The Group took advantage of attractive market conditions in July to raise CHF 130m through the placement of a new bond with a coupon rate of 1.75% and a maturity of 6 years.

13. CAPITAL-ACTIONS ET ACTIONS PROPRES

COMPOSITION DU CAPITAL-ACTIONS

Au 30 juin 2019, le capital-actions s'établit à CHF 18 541 000 (CHF 18 228 000 au 31 décembre 2018), soit 7 416 218 actions au porteur (7 291 218 actions au porteur au 31 décembre 2018) d'une valeur nominale de CHF 2,50.

Durant la période, 125 000 actions nouvelles de Compagnie Financière Tradition SA ont été créées, suite à la conversion de droits de souscription, à un prix d'émission unitaire de CHF 2,50, soit une augmentation de capital d'un montant de CHF 313 000.

13. SHARE CAPITAL AND TREASURY SHARES

COMPOSITION OF SHARE CAPITAL

Share capital at 30 June 2019 was CHF 18,541,000 (31 December 2018: CHF 18,228,000) consisting of 7,416,218 bearer shares (31 December 2018: 7,291,218 bearer shares) with a nominal value of CHF 2.50.

Following the conversion of subscription rights during the period, 125,000 new Compagnie Financière Tradition SA shares were issued at a price of CHF 2.50 per share. This operation increased capital by CHF 313,000.

ACTIONS PROPRES**TREASURY SHARES**

	Valeur comptable en milliers de CHF Carrying amount CHF 000	Prix d'acquisition ou de réalisation en milliers de CHF Acquisition or redemption price CHF 000	Nombre d'actions de CHF 2,50 de nominal Number of shares of CHF 2.50 nominal	
Au 1^{er} janvier 2019	34 148	34 148	452 442	At 1 January 2019
Acquisitions	2 417	2 417	22 994	Acquisitions
Cessions	-656	-895	-8 420	Disposals
Actions distribuées	-15 041	-20 434	-196 572	Share distribution
Plus-values réalisées		5 632	-	Realised gains
Au 30 juin 2019	20 868	20 868	270 444	At 30 June 2019

En 2019, une plus-value nette de CHF 4 931 000 a été enregistrée en primes d'émission dans les capitaux propres en relation avec la distribution d'actions propres.

In 2019, a net gain of CHF 4,931,000 in connection with the distribution of treasury shares was recorded as share premium in shareholders' equity.

Au 30 juin 2019, le Groupe détient directement 270 444 actions propres (418 001 actions propres au 30 juin 2018) pour un montant de CHF 20 868 000 (CHF 30 621 000 au 30 juin 2018). Celles-ci sont présentées en déduction des capitaux propres.

At 30 June 2019, the Group directly held 270,444 of its own shares (30 June 2018: 418,001) totalling CHF 20,868,000 (30 June 2018: CHF 30,621,000). These shares were deducted from equity.

14. DIVIDENDES**14. DIVIDENDS**

Le dividende relatif à l'exercice 2018 d'un montant de CHF 55 456 000 a été versé le 4 juin 2019, conformément à la décision prise lors de l'Assemblée générale du 23 mai 2019, comme suit :

The dividend for 2018 totalling CHF 55,456,000 was paid on 4 June 2019 in accordance with the resolution of the Annual General Meeting of 23 May 2019, as follows:

en milliers de CHF	30 juin 2019 30 June 2019	CHF 000
Versement sous la forme d'actions propres	20 434	Payment in shares
Versement en espèces	35 022	Cash payment
Total	55 456	Total

15. INSTRUMENTS FINANCIERS**JUSTE VALEUR**

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique correspondant.

Les niveaux retenus sont les suivants :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables des comptes consolidés 2018.

15. FINANCIAL INSTRUMENTS**FAIR VALUE**

The table below shows the carrying amount of financial assets and liabilities as well as their fair value according to the corresponding hierarchy level.

The following value hierarchy was used:

- Level 1: quoted prices (unadjusted) in active markets for an identical instrument.
- Level 2: fair values determined on the basis of a valuation model using inputs which are directly observable in a market (level 1) or derived from prices observed.
- Level 3: fair values determined on the basis of a valuation model using inputs which are not observable in a market.

Fair value is not shown for items where the carrying amount is a reasonable estimate of their fair value. The methods used to measure fair value are disclosed in the section on significant accounting policies in the 2018 consolidated financial statements.

Au 30 juin 2019 en milliers de CHF	Valeur comptable Carrying amount	Juste valeur Fair value			Total Total	At 30 June 2019 CHF 000
		Niveau 1 Level 1	Niveau 2 Level 2	Niveau 3 Level 3		
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	5 058	-	5 058	-	5 058	Financial assets measured at fair value through other comprehensive income
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 659	1 627	32	-	1 659	Financial assets at fair value through profit or loss
Clients et autres créances	1 084 683	-	-	-	-	Trade and other receivables
Instruments financiers dérivés actifs	37	-	37	-	37	Derivative financial instruments
Actifs financiers évalués au coût amorti	7 537	-	-	-	-	Financial assets at amortised cost
Trésorerie et équivalents de trésorerie	294 677	2 609	-	-	2 609	Cash and cash equivalents
Trésorerie non disponible	35 691	-	-	-	-	Unavailable cash
Total actifs financiers	1 429 342	4 236	5 127	-	9 363	Total financial assets
Dettes financières à court terme	188 216	130 399	-	-	130 399	Short-term financial debts
Obligations locatives à court terme	15 159	-	-	-	-	Short-term lease liabilities
Fournisseurs et autres créanciers	1 000 830	-	-	-	-	Trade and other payables
Instruments financiers dérivés passifs	934	-	934	-	934	Derivative financial instruments
Dettes financières à long terme	109 691	112 365	-	-	112 365	Long-term financial debts
Obligations locatives à long terme	53 284	-	-	-	-	Long-term lease liabilities
Total passifs financiers	1 368 114	242 764	934	-	243 698	Total financial liabilities

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Au 31 décembre 2018 en milliers de CHF	Valeur comptable Carrying amount	Juste valeur Fair value			Total Total	At 31 December 2018 CHF 000
		Niveau 1 Level 1	Niveau 2 Level 2	Niveau 3 Level 3		
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 506	-	4 506	-	4 506	Financial assets measured at fair value through other comprehensive income
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 658	1 637	21	-	1 658	Financial assets at fair value through profit or loss
Clients et autres créances	612 467	-	-	-	-	Trade and other receivables
Instruments financiers dérivés actifs	105	-	105	-	105	Derivative financial instruments
Actifs financiers évalués au coût amorti	5 855	-	-	-	-	Financial assets at amortised cost
Trésorerie et équivalents de trésorerie	278 045	8 324	-	-	8 324	Cash and cash equivalents
Trésorerie non disponible	34 013	-	-	-	-	Unavailable cash
Total actifs financiers	936 649	9 961	4 632	-	14 593	Total financial assets
Dettes financières à court terme	38 634	-	-	-	-	Short-term financial debts
Fournisseurs et autres créanciers	515 645	-	-	-	-	Trade and other payables
Instruments financiers dérivés passifs	464	-	464	-	464	Derivative financial instruments
Dettes financières à long terme	238 753	244 181	-	-	244 181	Long-term financial debts
Total passifs financiers	793 496	244 181	464	-	244 645	Total financial liabilities

16. OPÉRATIONS HORS-BILAN

TITRES À LIVRER ET À RECEVOIR

en milliers de CHF	30 juin 2019	31 décembre 2018	
	30 June 2019	31 December 2018	
Titres à livrer	246 984 666	246 426 092	Commitments to deliver securities
Titres à recevoir	246 983 256	246 425 552	Commitments to receive securities

Les titres à recevoir et à livrer reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 30 juin 2019 et 31 décembre 2018 et débouclées après ces dates, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe.

16. OFF-BALANCE SHEET OPERATIONS

COMMITMENTS TO DELIVER AND RECEIVE SECURITIES

en milliers de CHF	30 juin 2019	31 décembre 2018	
	30 June 2019	31 December 2018	
Titres à livrer	246 984 666	246 426 092	Commitments to deliver securities
Titres à recevoir	246 983 256	246 425 552	Commitments to receive securities

Commitments to deliver and receive securities reflect buy and sell operations on securities entered into before 30 June 2019 and 31 December 2018 and closed out after these dates, in connection with the matched principal activities of Group companies.

17. IMPACT RELATIF À LA PREMIÈRE APPLICATION DE NORMES COMPTABLES

Le Groupe applique la nouvelle norme IFRS 16 de manière rétrospective au 1^{er} janvier 2019 mais a choisi de ne pas retraiter les chiffres comparatifs de la période précédente qui sont présentés selon la norme IAS 17.

À la date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer cette nouvelle norme uniquement aux contrats précédemment identifiés comme des contrats de location en application de la norme IAS 17 et IFRIC 4. En outre, les contrats de location dont le terme de la durée se situe dans les douze mois au 1^{er} janvier 2019 ont été comptabilisés comme des contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats ont été enregistrés en charge relative aux contrats de location à court terme dans le compte de résultat de la période.

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités. Les rubriques suivantes du bilan consolidé ont été impactées par l'adoption de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 :

17. IMPACT OF INITIAL APPLICATION OF ACCOUNTING STANDARDS

The Group applied IFRS 16 retrospectively at 1 January 2019 but elected not to restate the comparative figures of the previous period, which are presented in accordance with IAS 17.

At the transition date, the Group elected to apply this new Standard only to contracts that were previously identified as leases applying IAS 17 and IFRIC 4. Moreover, leases for which the lease term will end within twelve months of 1 January 2019 were accounted for as short-term leases. Lease payments associated with those leases were recognised as a short-term lease expense in the income statement for the period.

The Group's leases mainly concern offices used by employees for their business activities. The following consolidated balance sheet items were impacted by the adoption of IFRS 16 at 1 January 2019:

en milliers de CHF Augmentation / (diminution)	1 ^{er} janvier 2019 1 January 2019	CHF 000 Increase/(decrease)
ACTIF		ASSETS
Actifs liés au droit d'utilisation	67 023	Right-of-use assets
Total actif non courant	67 023	Total non-current assets
TOTAL ACTIF	67 023	TOTAL ASSETS
PASSIF		LIABILITIES
Obligations locatives	60 845	Lease liabilities
Produits différés	(7 181)	Deferred income
Total passif non courant	53 664	Total non-current liabilities
Obligations locatives	15 526	Lease liabilities
Fournisseurs et autres créanciers	(2 167)	Trade and other payables
Total passif courant	13 359	Total current liabilities
TOTAL PASSIF	67 023	TOTAL LIABILITIES

Les actifs liés au droit d'utilisation ont été évalués au montant des obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus présentés dans les rubriques Produits différés et Fournisseurs et autres créanciers.

The right-of-use assets have been measured at the amount of the lease liabilities recognised at 1 January 2019, less any lease incentives received reported under Deferred income and Trade and other payables.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Le rapprochement entre les engagements de location au 31 décembre 2018 et les obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019 se présente comme suit :

Reconciliation of lease commitments at 31 December 2018 to lease liabilities recognised at 1 January 2019 is as follows:

en milliers de CHF		CHF 000
Engagements découlant de contrats de location simple au 31 décembre 2018	97 832	Operating lease commitments at 31 December 2018
Montant actualisé au taux d'emprunt marginal au 1^{er} janvier 2019	83 033	Discounted present value using the incremental borrowing rate at 1 January 2019
Contrats de location à court terme	(6 662)	Short-term leases
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019	76 371	Lease liabilities recognised at 1 January 2019
Présentées au bilan comme suit :		Stated on the balance sheet as follows:
<i>Obligations locatives</i>	60 845	<i>Lease liabilities</i>
<i>Obligations locatives</i>	15 526	<i>Lease liabilities</i>

Lors de l'évaluation initiale des obligations locatives au 1^{er} janvier 2019, le Groupe a utilisé un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 3,93 %.

On the initial measurement of lease liabilities at 1 January 2019, the Group used a weighted average incremental borrowing rate of 3.93%.



Compagnie Financière Tradition

Compagnie Financière Tradition
11, rue de Langallerie, CH 1003 Lausanne
T. : +41 21 343 52 22
F. : +41 21 343 55 00

19